IRPP

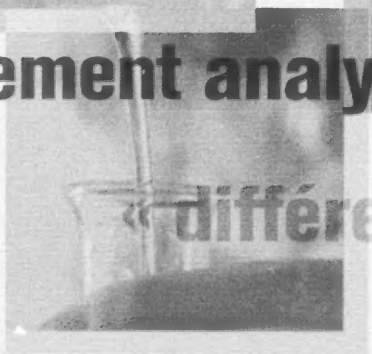
RAPPORT ANNUEL 2012

« excellente contribution »

« priorités politiques »

« solutions pratiques »

« soigneusement analysé »



« différents enjeux »

MISSION

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif.

Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en suscitant des débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements.

L'indépendance de l'Institut est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970 grâce aux contributions des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que du secteur privé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Graham W. S. Scott, vice-président
David N. Biette, Washington, DC
Kim Brooks, Halifax
Ian D. Clark, Toronto
Jim Dinning, Calgary
Alain Dubuc, Montréal
Mary Lou Finlay, Toronto
Ann Fitz-Gerald, Royaume-Uni
Isabelle Hudon, Montréal
George Lafond, Victoria
John Manley, Ottawa
Barbara McDougall, Toronto
A. Anne McLellan, Edmonton
L. Jacques Ménard, Montréal
Paul M. Tellier, Montréal
Wanda Wuttunee, Winnipeg

FAITS SAILLANTS

de l'exercice terminé le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011	2010
Budget d'exploitation	2 306	2 392	2 385
Charges	2 229	2 351	2 304
Excédent du budget de fonctionnement sur les charges	77	41	81

L'IRPP REMERCIE POUR LEUR APPUI

Barbara McDougall
Barrick Gold Corporation
Earnscliffe Strategy Group
Enbridge Inc.
Institut canadien de politique énergétique
Google
Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario
Wawanesa Insurance

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au moment de quitter la présidence du Conseil de l'IRPP après deux mandats et presque dix années d'engagement, j'aimerais d'abord remercier tous ses membres de leur appui soutenu. Ce fut pour moi un immense plaisir de collaborer avec ce groupe d'éminentes personnalités qui consacrent bénévolement leur temps et leur énergie à l'amélioration de la recherche sur les politiques publiques.

Mes remerciements vont aussi au personnel de l'IRPP, qui continue de produire une recherche de grande qualité sur les enjeux actuels. Pour ne citer qu'un exemple de la portée de ses travaux, l'étude sur le syndrome hollandais a récemment enrichi d'une analyse et de faits détaillés le vif débat sur cette question controversée.

J'aimerais souligner au nom du Conseil l'inestimable contribution d'Ann Fitz-Gerald et de Wanda Wuttunee, qui nous ont toutes deux quittés après huit années de service, et de Martha Piper, qui a démissionné en décembre 2011 après avoir siégé quatre ans au Conseil.

Je tiens à féliciter sincèrement Graham Fox, qui a accompli un travail remarquable dès sa première année à la présidence de l'IRRP en définissant la prochaine étape de croissance de l'Institut. Clairement, l'avenir de l'IRPP est entre bonnes mains.

Le Conseil a également accueilli trois nouveaux membres : la consultante Lea Hansen, qui siège depuis de nombreuses années au Comité des placements de l'IRPP, possède 30 ans d'expérience dans le secteur de l'investissement ; Jock Finlayson, vice-président des politiques du Business Council of British Columbia, est un observateur avisé et un commentateur recherché des enjeux touchant la Colombie-Britannique ; Richard Florizone, vice-président à l'Université de la Saskatchewan, mène une brillante carrière dans le milieu des affaires et le monde universitaire.

Au nom du Conseil, j'aimerais par ailleurs féliciter George Lafond de sa récente nomination au poste de commissaire aux traités de la Saskatchewan.

Je suis enfin très heureuse que Graham Scott ait accepté de présider le conseil d'administration de l'Institut, secondé à la vice-présidence par Anne McLellan.

Nul doute que sous la gouverne de cet éminent Conseil, l'IRRP étendra encore son rayonnement avec l'appui d'un personnel d'exception. Et c'est avec grand intérêt que je suivrai chacun de ses progrès.

Janice MacKinnon
Saskatoon, juin 2012

MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'Institut de recherche en politiques publiques contribue depuis 40 ans à éclaircir les grands enjeux qui façonnent le Canada. Depuis sa création en avril 1972, il a mené des débats nationaux sur le libre-échange et les relations canado-américaines, la réforme fiscale, le fédéralisme, la souveraineté canadienne dans l'Arctique, la réforme démocratique, les services de garde et la politique familiale, le financement des soins de santé et plusieurs autres questions d'intérêt majeur pour les Canadiens et leurs gouvernements. Aujourd'hui, l'IRPP compte encore parmi les chefs de file de la recherche sur des sujets aussi variés que la réforme des pensions, les soins aux personnes âgées, l'intégration sociale et économique des immigrants et la nécessité d'améliorer notre compétitivité en misant sur la productivité et l'innovation.

Face aux défis des 10 années à venir et au-delà, la recherche indépendante aura clairement une importance inégalée dans l'élaboration de solides politiques publiques. À l'heure où les gouvernements sont confrontés à des questions de plus en plus complexes et à des contraintes financières sans précédent, les travaux d'organismes comme l'IRPP jouent un rôle crucial en assurant l'adoption de décisions éclairées, fondées sur des recherches factuelles.

L'IRPP s'emploie à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et en suscitant des débats sur les enjeux actuels et émergents. Pour ce faire, il commande et publie des études indépendantes examinées par des pairs et réunit les meilleurs experts lors de symposiums, de conférences et d'événements variés. Il offre aussi avec *Options politiques*, sa publication phare, une tribune d'échanges du plus haut niveau.

Stimulante et mouvementée, l'année écoulée a été source de fierté pour l'Institut, qui a produit en 12 mois un riche ensemble de travaux. Les études issues de nos recherches ont été partie prenante des principaux débats en matière de politiques publiques, qu'elles portent sur la réforme des pensions ou l'avenir des soins à domicile, l'intégration sociale et économique des immigrants ou les programmes des travailleurs temporaires étrangers, les subventions à l'industrie automobile et les plans de relance dans ce secteur, ou l'économie canadienne face au syndrome hollandais.

Le site Web www.irpp.org fournit la description détaillée de notre mandat et de nos programmes. S'y trouvent aussi nos études les plus récentes et nos archives, qui regroupent nos publications depuis 1997. Il permet également d'entendre nos collaborateurs étayer les conclusions et recommandations issues de leurs recherches, d'écouter les enregistrements audio de nos événements et de consulter le numéro courant ou d'anciens numéros d'*Options politiques*.

L'ensemble de ces efforts nous a valu cette année une reconnaissance internationale, l'IRPP étant l'unique organisme de recherche canadien figurant parmi les 25 premiers *think tanks* mondiaux axés sur la recherche en politiques publiques, dans un classement établi par des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie.

La parution de notre premier essai annuel Horizons politiques, signé Thomas J. Courchene, a aussi marqué cette année. Notre chercheur principal y analyse le recul de la superpuissance américaine induit par l'aggravation des inégalités sociales et l'augmentation de la dette, puis examine les perspectives économiques du pays. Pour tisser des liens au sud de la frontière, nous avons coanimé un débat d'experts sur la crise de la dette américaine avec le Urban Institute, dans les bureaux de celui-ci à Washington. Et sur le thème de son essai, Thomas Courchene a prononcé la 9e Conférence publique annuelle Elizabeth Killam Rodgers et Constance Killam au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa.

Du côté de notre personnel, c'est à regret que nous avons assisté au départ de notre directrice de recherche Sarah Fortin, que nous remercions sincèrement de sa riche contribution à nos programmes et à la revue *Options politiques*, dont elle était la rédactrice adjointe. En contrepartie, c'est avec plaisir que nous accueillons Nicole F. Bernier, qui dirige le programme Les défis du vieillissement. Docteure en science politique et spécialiste des politiques de santé et de bien-être, elle s'intéresse aux politiques québécoises et canadiennes depuis plus de deux décennies, où elle a travaillé en recherche, en enseignement universitaire et en communications. Au poste de directeur de recherche du volet sur la réforme des pensions du même programme, mais aussi des études sur le marché du travail et le commerce international, nous saluons l'arrivée de Tyler Meredith, qui a travaillé pendant huit ans dans le domaine des politiques publiques à titre de conseiller d'organismes et de décideurs des trois ordres de gouvernement et a œuvré aussi dans les secteurs parapublic et sans but lucratif. Enfin, nous offrons nos remerciements et nos meilleurs vœux à Georgia Kotsakis, qui a quitté son poste d'adjointe administrative, et souhaitons la bienvenue à sa remplaçante Liz Culley.

Depuis maintenant un an que j'en occupe la présidence, je mesure comme jamais le rôle unique de l'IRPP parmi l'éventail des organismes de recherche en politiques publiques du pays. L'IRPP est l'une des premières sources indépendantes de recherches factuelles et de réflexion en matière de politiques, et il ne fait à mes yeux aucun doute qu'il continuera longtemps d'éclairer les décisions politiques au Canada.

Graham Fox
Montréal, juin 2012

« Signalons l'excellente contribution de l'Institut de recherche en politiques publiques, qui tient les Canadiens informés des recherches sur les enjeux politiques actuels et émergents, notamment en matière d'immigration. »

– Charles Sousa, ministre ontarien des Affaires civiques et de l'Immigration

DIVERSITÉ, IMMIGRATION ET INTÉGRATION

Directeur de recherche : F. Leslie Seidle

Le programme Diversité, immigration et intégration est axé sur l'intégration économique et sociale des nouveaux arrivants au Canada et sur les politiques qui s'y rapportent. À l'heure où l'immigration devient la principale source de main-d'œuvre et de croissance démographique, il nous faut mieux comprendre les facteurs expliquant la détérioration de la situation des immigrants sur le marché du travail observée depuis 20 ans, de même que les barrières économiques et sociales que les immigrants doivent surmonter.

Ce programme privilégie actuellement les thèmes de recherche suivants :

- équilibrer les objectifs à court et à long terme de nos politiques d'immigration ;
- évaluer le rôle grandissant des programmes des travailleurs étrangers temporaires ;
- comprendre les facteurs à l'œuvre dans l'intégration sociale des immigrants.

Alors même que diminue le nombre d'immigrants admis à titre de travailleurs qualifiés et qu'on s'inquiète de la lenteur de l'intégration des nouveaux arrivants au marché du travail, les auteurs de l'IRPP Michael Abbott et Charles Beach soutiennent que notre politique d'immigration doit maintenir l'accent sur les travailleurs qualifiés. Car bien que les données indiquent que, en général, les récessions et cycles économiques influent négativement sur la situation économique des nouveaux arrivants, les immigrants qualifiés touchent systématiquement le revenu annuel moyen le plus élevé parmi toutes les catégories d'immigrants.

Et tandis que se poursuit le débat sur l'apport de l'immigration au marché du travail, Jeffrey Reitz a analysé une série de sondages montrant que les Canadiens restent majoritairement favorables à des taux d'immigration élevés. Notre directeur de recherche Leslie Seidle a présenté les conclusions de cette étude à Montréal, lors d'un déjeuner-causerie de l'IRPP auquel ont assisté des délégués de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, de Citoyenneté et Immigration Canada et du ministère québécois de l'Éducation, du Sport et du Loisir, ainsi que des chercheurs d'universités montréalaises, des représentants d'organismes multiculturels et des journalistes bien connus.

L'Institut a aussi attiré l'attention sur la présence grandissante de travailleurs migrants temporaires dans les collectivités à l'échelle de tout le pays. Dans la première d'une série d'études sur les programmes des travailleurs étrangers temporaires, Jenna Hennebry soutient que nous pouvons et devons faire davantage pour améliorer les conditions économiques et sociales des travailleurs migrants, dont la plupart reviennent tous les ans au Canada. Consacrée aux ouvriers migrants agricoles de l'Ontario, son étude a suscité dans cette province et ailleurs au pays un intérêt et une couverture médiatique appréciables, surtout à la suite d'un tragique accident qui a touché en février certains de ces ouvriers et sensibilisé l'opinion à la question. L'auteure a présenté ses conclusions au 14e Congrès annuel de Métropolis dans le cadre d'un débat d'experts animé par Leslie Seidle, auquel ont aussi participé Luin Goldring et Patricia Landolt, qui ont fait état de leur recherche en vue d'une prochaine étude de l'IRPP sur l'incidence à long terme de la précarité du statut migratoire sur l'intégration des immigrants.

Plus tôt cette année, Leslie Seidle a été invité à Berlin pour y résumer les travaux de l'IRPP sur les questions d'immigration lors d'une table ronde organisée par l'ambassade du Canada. Plus près de nous, l'IRPP a été heureux d'accueillir Tariq Ramadan dans ses bureaux à Montréal dans le cadre d'un débat sur l'islam et l'immigration dans les pays occidentaux. Enfin, l'Institut a tenu des consultations privées avec des hauts fonctionnaires de Citoyenneté et Immigration Canada pour discuter de ses futurs travaux.

Thèmes émergents

L'intégration civique et politique des immigrants est indissociable de leur intégration sociale et économique. L'IRPP examinera les liens entre ces deux aspects de l'intégration en traitant des thèmes suivants :

- le rôle des organismes mono-ethniques et autres en matière de participation civique ;
- le dialogue interculturel par le biais des organismes non gouvernementaux ;
- la participation de la jeunesse issue de l'immigration à la vie civique et politique canadienne ;
- les récentes modifications à la procédure de naturalisation ;
- la représentation des minorités visibles dans les organismes élus.

PUBLICATIONS

Permanently Temporary? Agricultural Migrant Workers and Their Integration in Canada
Jenna L. Hennebry
(février 2012)

Do Admission Criteria and Economic Recessions Affect Immigrant Earnings?
Michael G. Abbott et Charles M. Beach
(novembre 2011)

Pro immigration Canada: Social and Economic Roots of Popular Views
Jeffrey Reitz
(octobre 2011)

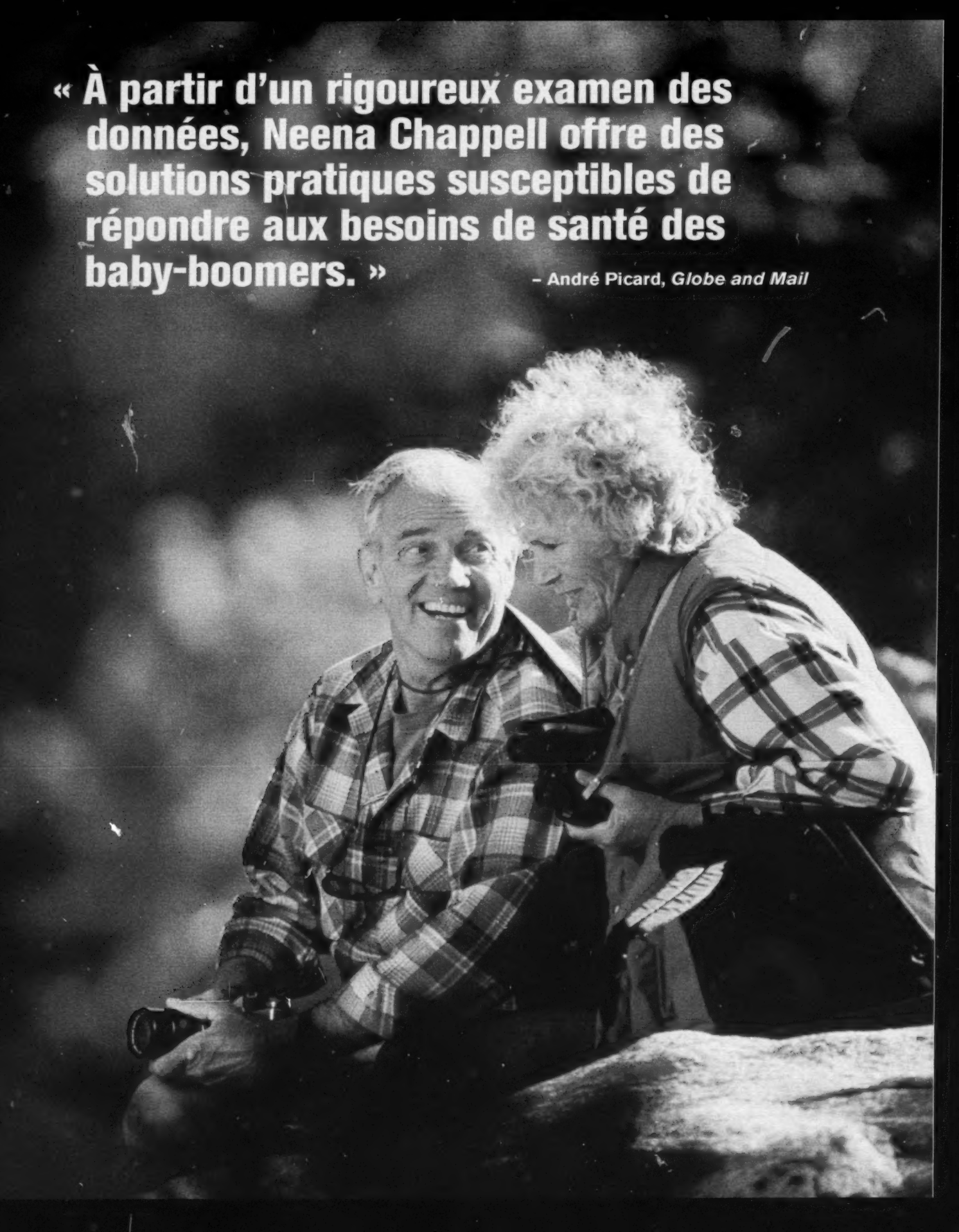
ÉVÉNEMENTS

Atelier : « Canada's Temporary Migrants: Social Integration Challenges and Policy Implications »
14e Congrès annuel de Metropolis
1er mars 2012, Vancouver
Experts invités : Leslie Seidle, Luin Goldring, Patricia Landolt, Jenna Hennebry

Déjeuner-causerie : « L'immigration et les accommodements culturels : où en sont les Québécois ? »
5 décembre 2011, Montréal
Experts invités : Leslie Seidle, Fo Niemi

Table ronde : « All Immigration Is Local »
17 novembre 2011, Montréal
Conférencier : Michael Jones-Correa

Table ronde : « L'islam et les débats sur l'immigration dans les pays occidentaux »
8 septembre 2011, Montréal
Conférencier : Tariq Ramadan


« À partir d'un rigoureux examen des données, Neena Chappell offre des solutions pratiques susceptibles de répondre aux besoins de santé des baby-boomers. »
– André Picard, *Globe and Mail*

LES DÉFIS DU VIEILLISSEMENT

Directeurs de recherche :
Nicole F. Bernier et Tyler Meredith

Pour faire face au vieillissement de la population au cours des prochaines décennies, les gouvernements de tous ordres devront relever une série complexe de défis économiques, sociaux et politiques. Axé sur ce phénomène démographique et ses répercussions sur les politiques publiques et l'ensemble de la société, le programme de recherche Les défis du vieillissement privilégie actuellement les thèmes suivants :

- l'adéquation du revenu de retraite et la réforme des pensions ;
- le financement et la prestation des soins de santé et des services sociaux ;
- l'incidence sociale et économique de la prestation des soins ;
- la transition sur le marché du travail et les ajustements à effectuer ;
- la restructuration des politiques du marché du travail en fonction d'une main-d'œuvre vieillissante.

Jusqu'à récemment, notre système de revenu de retraite à trois niveaux a offert un revenu satisfaisant à un grand nombre de retraités, tout en réduisant fortement la pauvreté chez les personnes âgées. Mais les pressions visant à le réformer se multiplient face à la diminution des régimes de retraite d'employeur et au faible rendement des marchés financiers. Depuis deux ans, les travaux menés par l'Institut sur les pensions et le revenu de retraite ont beaucoup éclairé cet important débat, et l'IRPP continuera dans cette voie.

S'appuyant sur une projection détaillée des futurs revenus de retraite, Michael Wolfson pronostique que bon nombre de Canadiens à revenu moyen subiront à la retraite une baisse substantielle de leur niveau de vie. Analysant de son côté les avantages et inconvénients des différentes propositions de réforme, Keith Horner conclut que la meilleure façon de préserver ce niveau de vie consiste en une légère expansion du Régime de pensions du Canada. Les conclusions de son étude, téléchargée à ce jour pas moins de 42 000 fois, sont aujourd'hui encore régulièrement citées dans les médias.

En évoquant dans son discours prononcé au Forum économique mondial de Davos une augmentation de l'âge d'admissibilité au programme de Sécurité de la vieillesse (SV), le premier ministre Stephen Harper a suscité la controverse et relancé le débat sur la viabilité de notre régime public de retraite. Notre directeur de recherche Tyler Meredith a alors été invité par plusieurs médias à commenter les modifications proposées à la SV et la réforme des pensions. En février, il a aussi participé à Ottawa à un débat en ligne d'une heure diffusé en direct par iPolitics.ca, aux côtés de Peter DeVries, anciennement du ministère fédéral des Finances, et de Jason Clemens, de l'Institut Macdonald-Laurier.

Parallèlement à la question des pensions en tant qu'enjeu clé pour les gouvernements fédéral et provinciaux, l'IRPP s'est intéressé à cet autre grand défi démographique que sont les soins aux personnes âgées. Dans la deuxième étude d'une série de l'IRPP sur le sujet, Neena Chappell examine les difficultés soulevées par une population vieillissante en termes de soins formels et informels, pour conclure à la nécessité d'un système complet de soins à domicile. Téléchargée près de 18 000 fois depuis sa parution en octobre, son étude qualifiée de « judicieux rapport de fond » par André Picard, journaliste spécialisé en santé publique du *Globe and Mail*, a aussi vivement intéressé des quotidiens régionaux comme le *Ottawa Citizen* et le *Vancouver Sun*. L'IRPP a publié d'autres études dans le cadre de cette série, dont celle de Janice Keefe, qui exhorte les gouvernements du pays à offrir une aide financière plus substantielle et de meilleurs services aux proches aidants. L'étude a défrayé la chronique partout au pays et a été aussi maintes fois citée par des intervenants comme la Canadian Association of Retired Persons.

Face aux pressions grandissantes liées au vieillissement démographique et à l'amoindrissement des moyens des provinces, Harvey Lazar a produit une analyse exhaustive du rôle du gouvernement fédéral dans les soins aux personnes âgées. Il y soutient qu'Ottawa dispose de nombreux moyens de répondre aux besoins de santé croissants des aînés et au sous-financement des soins sans pour autant affaiblir le leadership des provinces en matière de soins de santé et de services sociaux.

Thèmes émergents

Pour l'étape suivante de ses travaux sur les répercussions du vieillissement de la population, l'Institut examinera les défis normatifs, éthiques et juridiques liés à la dépendance et à la fin de vie. De nombreuses questions touchant le droit des aînés doivent en effet être éclaircies, d'autant que le système judiciaire canadien devrait être saisi dans les prochaines années d'un nombre croissant d'affaires de droits légaux, tout en faisant l'objet d'un examen public intensifié. Parmi les questions que nous étudierons, citons la maltraitance et la négligence envers les personnes âgées, la mise sous tutelle, l'âgisme, les testaments de fin de vie et les obligations filiales.

Outre la réforme des pensions et le revenu de retraite, l'Institut se penchera enfin sur l'incidence du vieillissement de la population active sur les politiques publiques en étudiant plusieurs questions comme la participation des groupes sous-représentés dans la main-d'œuvre et le passage de la vie active à la retraite, ainsi que leurs conséquences intergénérationnelles, régionales et sectorielles sur l'économie du pays.

PUBLICATIONS

Pooled Target Benefit Pension Plans: Building on PRPPs
Robert L. Brown et Tyler Meredith
(mars 2012)

Many Degrees of Policy Freedom: The Federal Government's Role in Care for Seniors
Harvey Lazar
(novembre 2011)

Supporting Caregivers and Caregiving in an Aging Canada
Janice Keefe
(novembre 2011)

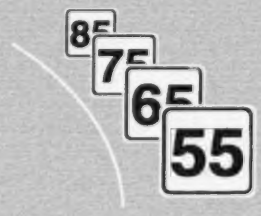
Population Aging and the Evolving Care Needs of Older Canadians: An Overview of the Policy Challenges
Neena Chappell
(octobre 2011)

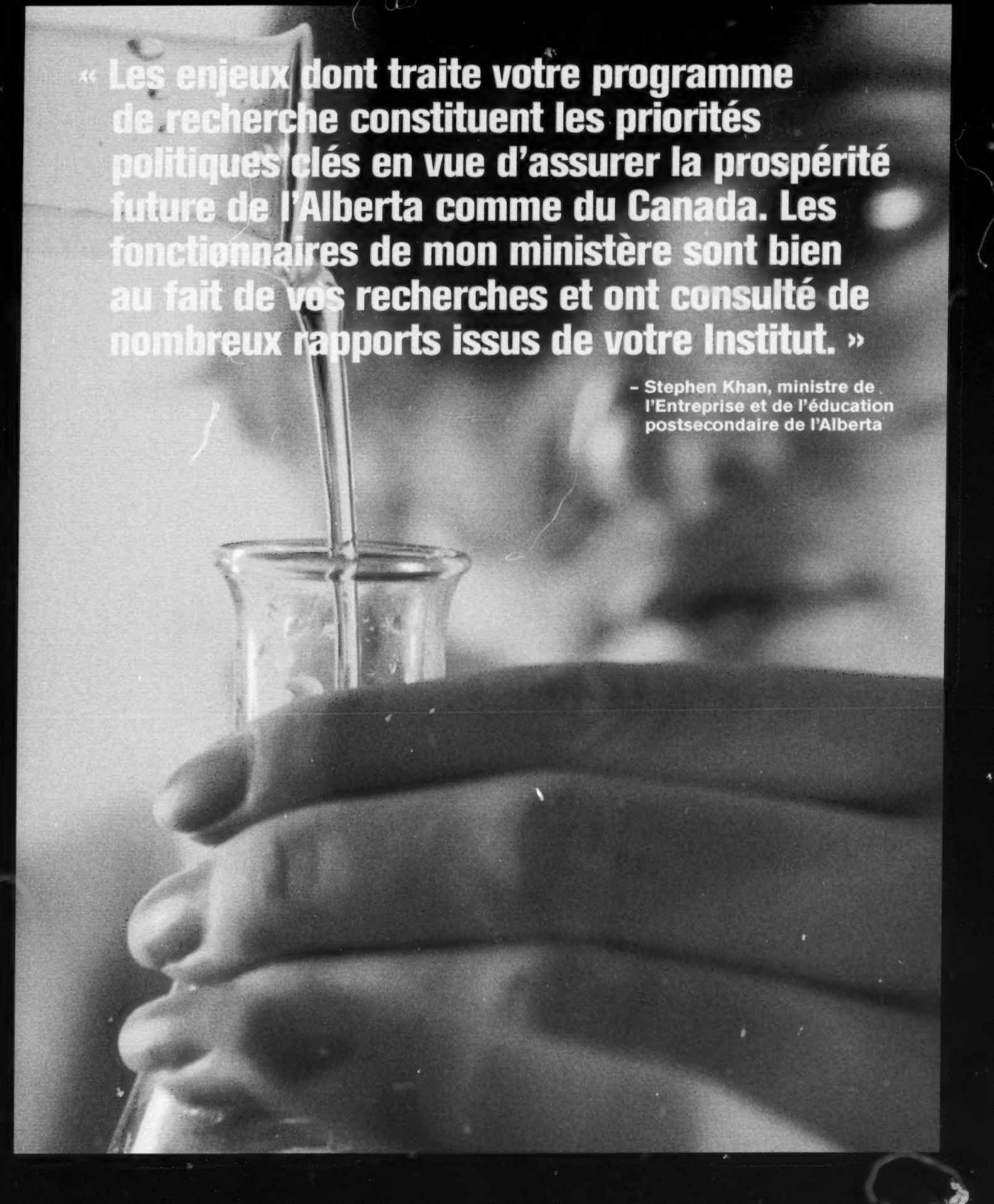
A New Pension Plan for Canadians: Assessing the Options
Keith Horner
(juillet 2011)

Projecting the Adequacy of Canadians' Retirement Incomes: Current Prospects and Possible Reform Options
Michael Wolfson
(avril 2011)

ÉVÉNEMENT

Déjeuner-causerie : « La qualité des soins de longue durée dans les résidences pour aînés »
31 mai 2011, Montréal
Expertes invitées : Margaret McGregor, Michèle Charpentier, Liette St-Hilaire





« Les enjeux dont traite votre programme de recherche constituent les priorités politiques clés en vue d'assurer la prospérité future de l'Alberta comme du Canada. Les fonctionnaires de mon ministère sont bien au fait de vos recherches et ont consulté de nombreux rapports issus de votre Institut. »

– Stephen Khan, ministre de l'Entreprise et de l'éducation postsecondaire de l'Alberta

COMPÉTITIVITÉ, PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Directeurs de recherche :
Jeremy Leonard et Tyler Meredith

La récession mondiale ayant mis à l'avant-plan les questions de politique économique, notre programme de recherche Compétitivité, productivité et croissance économique vise à déterminer comment le Canada pourra stimuler et maintenir une croissance indispensable à l'amélioration du bien-être de sa population tout en créant les ressources nécessaires pour relever d'autres défis stratégiques. Le programme est ainsi centré sur les thèmes suivants :

- les rôles du capital-risque, du transfert technologique université-industrie et du soutien public à la R-D des entreprises ;
- la position du Canada dans les chaînes de valeur mondiales et les perspectives de diversification commerciale ;
- la politique de concurrence, les barrières à l'entrée et les règles sur les investissements directs étrangers.

Tandis que la Cour suprême du Canada se penchait sur la constitutionnalité d'un organisme unique de réglementation des valeurs mobilières en remplacement du système provincial existant, Pierre Lortie a examiné pour l'IRPP les arguments économiques des partisans d'un organisme unique et conclu qu'une telle réforme ne répondrait pas nécessairement aux besoins et intérêts des Canadiens. Le lancement de son étude a donné lieu à deux événements, un à Montréal et un à Toronto. Thomas Hockin, qui a présidé en 2009 le comité d'experts ayant recommandé un organisme unique et rédigé le commentaire d'accompagnement de l'étude, figurait parmi les experts ayant participé au riche débat de Toronto, tenu en présence d'un auditoire formé de fonctionnaires du ministère canadien des Finances, de députés ontariens, de représentants de RBC Dexia, de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et du Bureau de transition canadien en valeurs mobilières ainsi que de chercheurs et spécialistes.

Nous avons publié au printemps une autre étude percutante, dans laquelle Leslie Shiell et Robin Somerville s'interrogent sur l'intérêt économique des plans de relance et des subventions dans l'industrie automobile. Car si les auteurs estiment que les renflouements en 2009 de GM Canada et Chrysler Canada ont été utiles, ils proposent de réévaluer les subventions publiques actuelles et de les subordonner à certaines conditions, surtout en période de restrictions budgétaires. Ils ont présenté leurs conclusions lors d'un déjeuner-causerie à Toronto, où Jim Stanford, représentant du Syndicat national de l'automobile et auteur du commentaire d'accompagnement de l'étude, s'est vivement opposé à leur proposition d'assujettir les subventions à des concessions salariales. L'étude a fait les manchettes de certains quotidiens nationaux, élargissant le débat au rôle des subventions gouvernementales qui visent à prévenir d'autres contractions de la demande. Parue sitôt après le rapport de la commission Drummond sur la réforme des services publics de l'Ontario, qui recommande à la province de supprimer une grande partie de ses subventions et crédits d'impôt aux entreprises, cette analyse de Shiell et Somerville offre d'importantes pistes sur la façon dont les gouvernements devraient envisager l'incidence économique de leurs politiques industrielles.

À l'automne, le président de l'IRPP Graham Fox et notre directeur de recherche Jeremy Leonard ont participé à un débat en ligne diffusé en direct par iPolitics.ca, qui portait sur les moyens de stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat au Canada. Avec d'autres panélistes comme Tyler Chamberlain (Université d'Ottawa), Martin Lavoie (Manufacturiers et exportateurs du Canada) et Bruce Good (Conference Board of Canada), ils ont vivement discuté de cet éternel défi de l'économie canadienne. Comme le relève Someshwar Rao dans son analyse des données de recherche sur les liens entre innovation et productivité, les facteurs en cause sont si complexes et connaissent une évolution si rapide que les décideurs doivent voir par-delà les leviers politiques traditionnels pour créer un environnement favorable au resserrement de ces liens. Signalons que Jeremy Leonard a aussi été invité par la Rotman School of Management de l'Université de Toronto à discuter d'innovation et de R-D devant une centaine de chefs d'entreprise et décideurs.

Thèmes émergents

Vu la forte demande d'énergie dans les marchés en développement, le secteur énergétique canadien continuera de gagner en importance au cours des prochaines années, ce qui pourrait favoriser l'innovation, la compétitivité manufacturière et la croissance économique du pays. L'IRPP se penchera sur le double enjeu de la productivité et de l'innovation dans le secteur énergétique, et sur la façon dont celui-ci peut le mieux contribuer à la prospérité du pays et à sa compétitivité sur le plan international. Déjà, nous avons contribué à ce débat en participant au Halifax Energy Dialogue, organisé par le Winnipeg Consensus Group dont l'IRPP est un membre actif.

PUBLICATIONS

Bailouts and Subsidies: The Economics of Assisting the Automotive Sector in Canada
Leslie Shiell et Robin Somerville, avec un commentaire de Jim Stanford
(mars 2012)

Cracking Canada's Productivity Conundrum
Someshwar Rao
(novembre 2011)

Securities Regulation in Canada: The Case for Effectiveness
Pierre Lortie, avec un commentaire de Thomas Hockin
(octobre 2011)

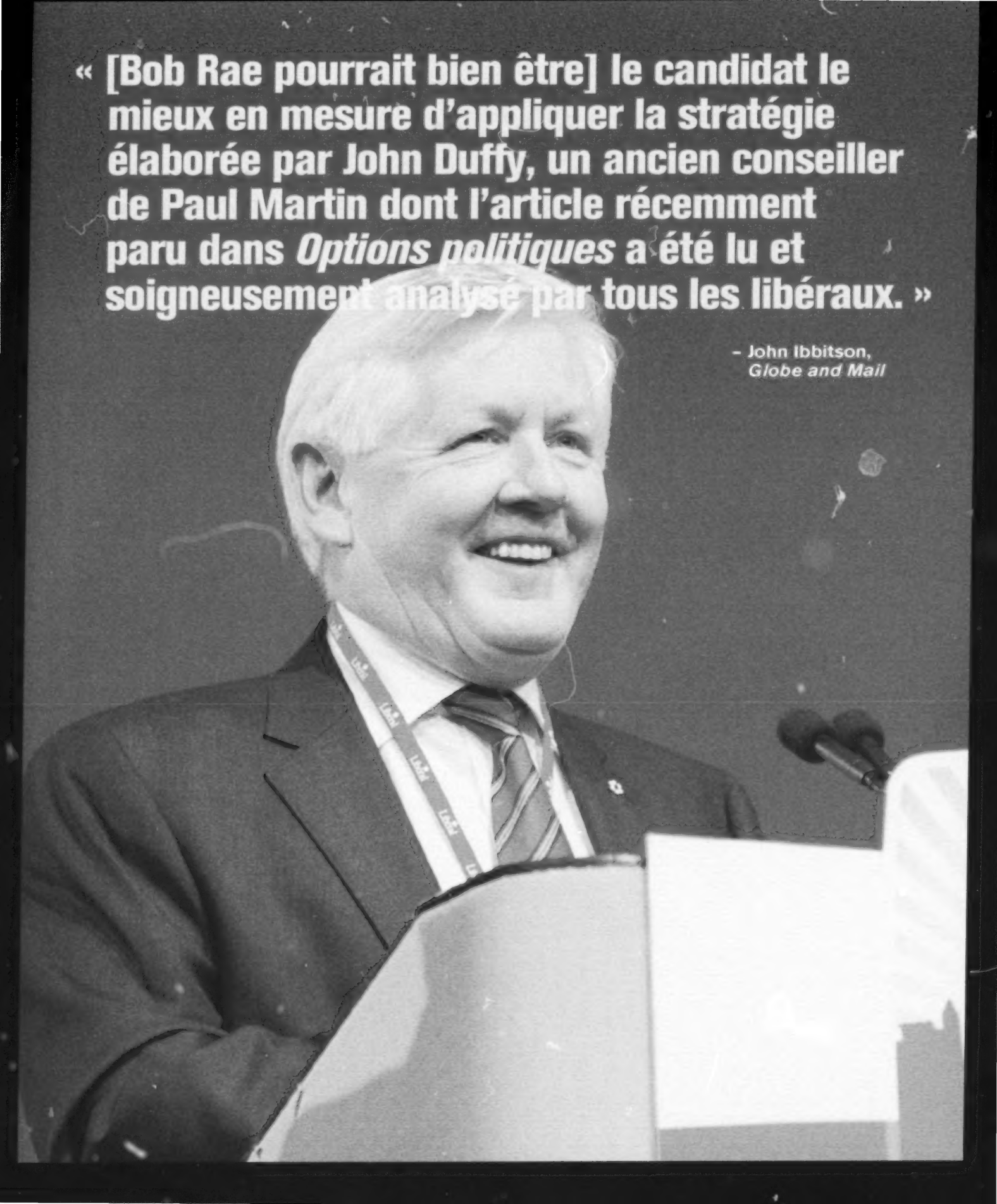
Retooling the American Dream: A Northern Perspective
Essai Horizons politiques
Thomas J. Courchene
(mai 2011)

ÉVÉNEMENTS

Séminaire : « Fixing US Budget Policy: What Can the United States Learn from Canada? »
27 octobre 2011, Washington, DC
Experts invités : Thomas J. Courchene, Jeremy Leonard, Chris Edwards, Paul Posner, Rudy Penner

Déjeuner-causerie : « Securities Regulation in Canada: The Case for Effectiveness »
17 octobre 2011, Toronto
Experts invités : Pierre Lortie, Thomas Hockin, Jeffrey MacIntosh, Ermanno Pascutto

Déjeuner-causerie : « Securities Regulation in Canada: The Case for Effectiveness »
13 octobre 2011, Montréal
Experts invités : Pierre Lortie, Stéphane Rousseau, Norma Kozhaya


« [Bob Rae pourrait bien être] le candidat le mieux en mesure d'appliquer la stratégie élaborée par John Duffy, un ancien conseiller de Paul Martin dont l'article récemment paru dans *Options politiques* a été lu et soigneusement analysé par tous les libéraux. »
– John Ibbitson, *Globe and Mail*

OPTIONS POLITIQUES

Rédacteur en chef : L. Ian MacDonald

Publication phare de l'IRPP, *Options politiques* continue de jouer un rôle déterminant dans les débats de politique publique au Canada. Chacun des 10 numéros annuels de la revue sert de tribune à des analyses éclairées sur les enjeux qui figurent en tête des priorités de nos gouvernements.

La revue compte de nombreux abonnés et lecteurs en ligne, mais elle est distribuée aussi à la Chambre des communes, au Sénat et aux bureaux des sous-ministres fédéraux, à la Tribune de la presse parlementaire canadienne, à l'Assemblée nationale du Québec, à la Tribune de la presse du Parlement du Québec, aux députés de l'Alberta et dans certains salons Feuille d'érable d'Air Canada.

Abondamment commenté dans les médias, le numéro double de juin-juillet 2011 sur les élections fédérales a aussitôt remporté un vif succès, ayant fait à ce jour l'objet de 56 000 téléchargements. Ses articles ont aussi donné lieu à une douzaine de textes d'opinion et à de nombreuses chroniques dans des journaux de tout le pays. La rétroaction des lecteurs a d'ailleurs été extrêmement positive. Le déjeuner-causerie tenu lors de la publication du numéro a connu un succès tout aussi notable, attirant 160 participants, notamment plusieurs ambassadeurs et hauts commissaires, bon nombre de journalistes, de sous-ministres et de représentants de ministères fédéraux comme Ressources humaines et Développement des compétences, Santé, Affaires publiques, sans compter des délégués de grandes sociétés comme Bombardier, Enbridge, CIBC et Rx&D.

Quant au numéro de septembre sur le thème « Nation innovante », il a été conçu en lien avec le symposium du même nom qui portait sur les causes et les effets du déficit d'innovation canadien, conjointement organisé par l'IRPP et BMO Groupe financier et tenu à l'Institut Perimeter à Waterloo, en Ontario. Parmi les participants de cette rencontre diffusée en direct sur TVO, citons le ministre canadien des Finances Jim Flaherty, le p.-d.g. de RIM Mike Lazaridus, le député Gary Goodyear et le président exécutif d'OpenText Tom Jenkins.

L'IRPP a organisé en fin d'automne un débat d'experts sur les récents enjeux liés à la frontière canado-américaine, lequel regrouplait John Higginbotham, Lloyd McCoomb et Nik Nanos, qui ont tous trois collaboré au *Dossier* de la revue sur le thème de la frontière.

Pour la cinquième année consécutive, la revue a publié en novembre le sondage de Nanos Research sur « L'humeur du Canada », qui a fait l'objet d'articles dans le *National Post*, le *Globe and Mail* et les journaux de la chaîne Sunmedia en Ontario. Le sondage de février sur l'attitude des Canadiens face aux questions énergétiques a aussi attiré beaucoup d'attention, quelque 25 comptes rendus portant sur ses résultats ayant été publiés dans les principaux quotidiens du pays.

Toutes nos félicitations à Alexander Wilkinson, de l'Université d'Ottawa, et à Julia Lurye, de l'Université Western Ontario, gagnants du premier et du deuxième prix de notre Concours de dissertations sur les questions constitutionnelles, destiné aux étudiants en droit et organisé avec l'appui du cabinet Norton Rose et du Congrès canadien des affaires constitutionnelles. Publiés en novembre, leurs textes portaient respectivement sur la réforme du Sénat et la réglementation des valeurs mobilières.

Sur une note plus triste, signalons enfin la disparition en novembre de Tom Kent, rédacteur fondateur d'*Options politiques*. Éminent journaliste et remarquable analyste politique, M. Kent a été de 1979 à 1987 rédacteur en chef de la revue, qui est passée sous sa direction de quatre à dix numéros annuels.

ÉVÉNEMENTS

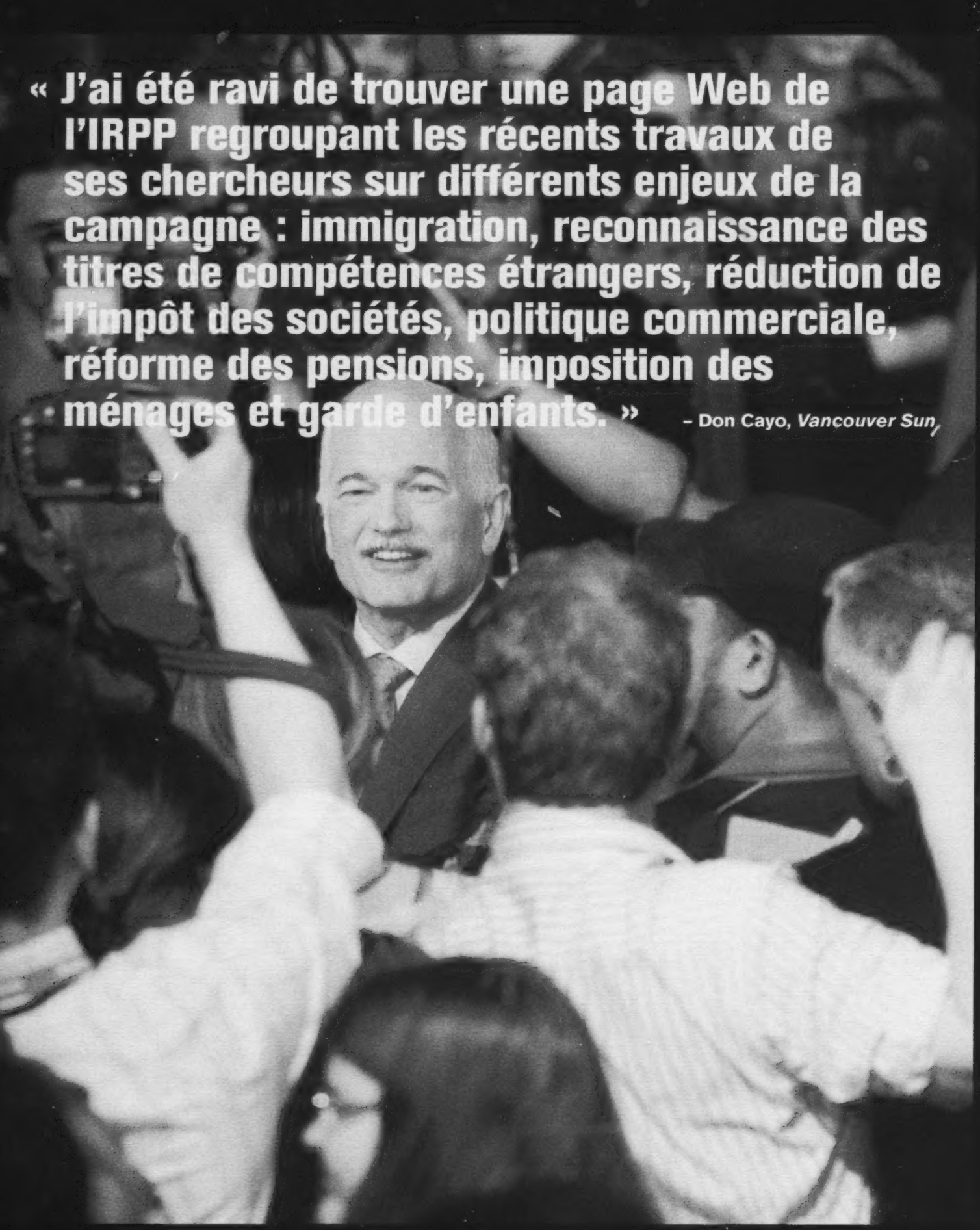
Déjeuner-causerie d'*Options politiques* : « Sustainable Energy »
16 février 2012, Calgary
Experts invités : Nik Nanos, Velma McColl, David Emerson

Déjeuner-causerie d'*Options politiques* : « The Year in Review »
12 décembre 2011, Toronto
Experts invités : Nik Nanos, Robin Sears, Catherine Cano

Déjeuner-causerie d'*Options politiques* : « Beyond the Border »
21 novembre 2011, Ottawa
Experts invités : John Higginbotham, Lloyd McCoomb, Nik Nanos

Conférence : « Innovation Nation »
Organisé par BMO Groupe financier et *Options politiques*
16 septembre 2011, Waterloo
Experts invités : Jim Flaherty, Mike Lazaridus, Gary Goodyear, Tom Jenkins

Déjeuner-causerie d'*Options politiques* : « After the Election: The Way Ahead »
7 juin 2011, Ottawa
Experts invités : Nik Nanos, Brad Lavigne, Charles McMillan



« J'ai été ravi de trouver une page Web de l'IRPP regroupant les récents travaux de ses chercheurs sur différents enjeux de la campagne : immigration, reconnaissance des titres de compétences étrangers, réduction de l'impôt des sociétés, politique commerciale, réforme des pensions, imposition des ménages et garde d'enfants. »

– Don Cayo, *Vancouver Sun*

DIFFUSION ET COMMUNICATIONS

Directrice des communications : Kate Shingler
Agente des communications et rédactrice du site Web : Nicola Johnston

De nouveau en 2011, la couverture médiatique des activités et travaux de l'IRPP a été impressionnante, totalisant plus de 1 100 mentions dans les journaux nationaux, régionaux et locaux ainsi qu'à la radio et à la télévision. D'un bout à l'autre du pays, on rend compte en français et en anglais des publications de l'Institut, et bon nombre de ses études ont fait l'objet d'éditoriaux dans les principaux quotidiens nationaux et régionaux. Les auteurs et collaborateurs de l'IRPP ont publié des textes d'opinion dans des journaux partout au pays, et ont aussi été vus et entendus dans les principales émissions d'affaires publiques du Canada. Dans tous ses champs de recherche, l'IRPP s'est imposé parmi les journalistes comme une précieuse source d'études et d'analyses fondées sur des données probantes.

Dans sa rubrique en ligne « Sujets d'actualité », l'Institut a aussi fait valoir ses travaux passés pour éclairer plusieurs débats en cours. C'est ainsi que dans la presse écrite et électronique à l'échelle du Canada, maintes études des dernières années continuent d'être l'objet d'articles, de chroniques, d'éditoriaux et de textes d'opinion. Ce qui montre que dans tous les grands domaines, nos études restent pertinentes bien au-delà de leur date de publication.

Pour la première fois cette année, l'Institut s'est associé avec le site de nouvelles en ligne iPolitics.ca pour une série de webémissions de politiques publiques. iPolitics organise des débats d'experts sur de nombreux enjeux que nous-mêmes étudions, par exemple les subventions aux entreprises, les régimes publics de pension, l'innovation et la productivité. Chaque séance est diffusée en direct et peut être visionnée ensuite sur leur site.

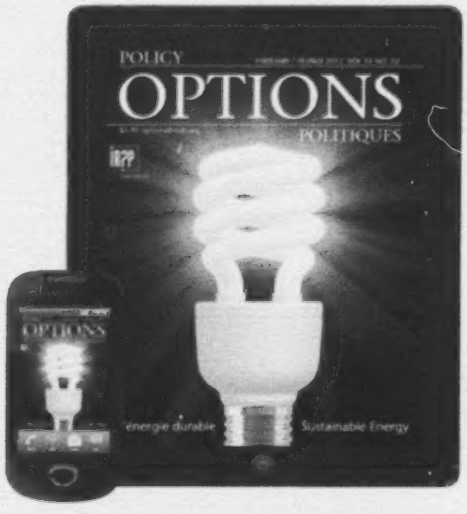
Pendant la campagne des élections fédérales du printemps, l'IRPP a regroupé dans un « Portfolio des élections 2011 » toutes ses études sur les politiques et plateformes mises de l'avant par les quatre grands partis.

Au-delà des médias et réseaux de communication courants, l'IRPP s'est particulièrement efforcé de diffuser largement ses recherches auprès des décideurs. Chaque étude est envoyée à des destinataires choisis : élus, hauts fonctionnaires, experts et autres spécialistes des domaines abordés. Au lendemain d'une élection, l'Institut communique directement avec les nouveaux ministres, les porte-parole de l'opposition et les comités législatifs pour les renseigner sur sa mission et ses travaux. Il garde aussi contact avec de hauts fonctionnaires pour planifier ses recherches selon de judicieuses priorités.

L'Institut se veut en outre un facilitateur de débats. À maintes reprises cette année, nous avons réuni en petits groupes des leaders de tous les secteurs qui ont été invités à discuter de thèmes comme l'innovation, l'apprentissage continu, l'Occident face à l'islam, le paysage politique du Québec, l'intégration économique des communautés immigrantes, les perspectives économiques des provinces canadiennes et l'incidence du fédéralisme fiscal.

Pour la deuxième année consécutive, nous avons eu le plaisir d'accueillir dans nos bureaux à Montréal des étudiants de l'Union européenne dans le cadre d'un voyage d'études au Canada, organisé par le Réseau européen d'études canadiennes. Nos directeurs de recherche ainsi que notre président Graham Fox et notre vice-présidente France St-Hilaire ont animé à leur intention une séance d'information d'une demi-journée.

C'est enfin avec plaisir que notre équipe des communications signale que la revue *Options politiques* est désormais offerte en format numérique sur les appareils iPad, iPhone, Android, Mac et PC.



RAPPORT DU COMITÉ DES PLACEMENTS

Président : Ian D. Clark
Membres : Hugh Cleland, Lea Hansen, Michael Koerner, Barbara McDougall, L. Jacques Ménard et Alfred Wirth

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de subvenir aux besoins de l'Institut. Le Comité des placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires aux activités futures de l'Institut. Le rôle du Comité des placements consiste à déterminer la meilleure composition de l'actif du Fonds, à faire des recommandations aux gestionnaires de placements externes, à tenir ceux-ci responsables de l'exécution de leur mandat et à conseiller le conseil d'administration de l'Institut sur sa stratégie d'investissement.

Le Comité des placements et le Conseil ont toujours reconnu qu'il peut exister des objectifs potentiellement contradictoires en ce qui touche le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur du Fonds. C'est pourquoi le Conseil a décidé en 1987 de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds (5,5 p. 100 en 1997-2000 et 6 p. 100 en 2005-2007), mesurée en fin d'exercice, plutôt que de se baser sur les revenus annuels réels qu'il génère. En privilégiant ainsi une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des fluctuations du marché tout en améliorant la prévisibilité.

Mais comme pour la plupart des fonds de cette nature, le ralentissement économique amorcé à l'automne 2008 a eu une incidence considérable sur le Fonds de dotation de l'IRPP. À la demande du Conseil, le Comité des placements a donc réexaminé en juin 2009 la viabilité du taux de retrait de 5 p. 100. C'est ainsi que le Conseil a décidé en décembre 2009 de réduire progressivement ce taux à 4 p. 100 d'ici à 2014-2015, en l'abaissant d'abord à 4,75 p. 100 pour les deux prochaines années, puis en le réduisant annuellement de 25 autres points de base.

Le Comité a aussi opté pour la formule Yale modifiée parce qu'elle diminue davantage l'effet de volatilité du portefeuille sur le montant retiré du Fonds. Cette formule consiste à retirer l'équivalent de 80 p. 100 du budget de fonctionnement du précédent exercice, majoré selon le taux d'inflation établi par l'Indice des prix à la consommation de l'année précédente, ainsi que 20 p. 100 du taux de retrait à long terme appliqué à la moyenne de la valeur marchande du Fonds des quatre trimestres antérieurs se terminant le 31 décembre.

Selon cette formule, la somme du Fonds dont nous avons disposé pour l'exercice 2011-2012 s'est élevée à 1 841 070 dollars, en baisse d'environ 15 949 dollars par rapport au transfert de l'année précédente. Au dernier exercice, les pertes en capital réalisées ont totalisé 1 519 703 dollars, et les revenus en dividendes et intérêts, 1 123 600 dollars.

Au fil des années, le Comité des placements a pris plusieurs mesures pour assurer la gestion optimale du Fonds. Parallèlement aux démarches entreprises par le Conseil en vue de déterminer le taux de retrait approprié, le Comité a entrepris en 2011 un processus rigoureux visant à élaborer et à documenter une « philosophie de placement » qui assurera que les directives stratégiques et décisions d'investissement traduisent fidèlement les convictions des membres du Comité.

Par suite de cet exercice, le Comité a fait en décembre 2011 la recommandation suivante au Conseil, qui l'a approuvée : réviser l'Énoncé de politique de placement de l'IRPP pour permettre de placer jusqu'à 80 p. 100 du portefeuille dans des actions – par rapport à la répartition actuelle de 60 p. 100 –, y compris jusqu'à 10 p. 100 en investissements alternatifs, par exemple des valeurs refuges tels que des produits de base. Comme c'était déjà le cas, il ne s'agit pas ici d'une obligation mais plutôt d'une indication que le Conseil est prêt à accroître l'exposition au risque du portefeuille pour améliorer le rendement potentiel du Fonds.

Toujours en 2011, le Comité a réévalué les différents gestionnaires de placements du Fonds selon leur philosophie d'investissement, leurs processus décisionnels et leur rendement par rapport aux points de référence. C'est ainsi qu'il a décidé de mettre fin aux mandats de McLean Budden et d'Artio Global. Pendant la transition, les fonds gérés par ces deux sociétés ont été investis dans des fonds négociés en bourse.

La valeur marchande combinée du Fonds, y compris d'autres actifs nets, s'établissait à 34 404 126 dollars au 31 mars 2012. La composition de son actif est indiquée dans le premier tableau ci-contre.

Le deuxième tableau illustre, par rapport aux points de référence établis, le rendement des gestionnaires de fonds de l'Institut pour l'année écoulée et, le cas échéant, pour les quatre dernières années.

La restructuration du Fonds de dotation étant maintenant achevée, le Comité prévoit de retenir les services de un ou deux gestionnaires de placements externes pour satisfaire aux besoins du Fonds à long terme.

Portefeuille total		Fonds négociés en Bourse Fonds anciennement gérés par Artio Global et McLean Budden		Beutel Goodman	
31/3/12		31/3/12	31/3/11	31/3/12	31/3/11
34 404 126 $	Valeur marchande	16 960 410 $	18 258 388 $	17 443 716 $	18 299 796 $
	Composition de l'actif				
1,1 %	Espèces et valeurs assimilables	0,1 %	s.o.	1,9 %	0,7 %
34,4 %	Revenu fixe	31,8 %	s.o.	37,0 %	36,9 %
32,2 %	Actions canadiennes	23,7 %	s.o.	40,4 %	42,7 %
22,9 %	Actions américaines	25,2 %	s.o.	20,7 %	19,7 %
9,4 %	Actions étrangères	19,2 %	s.o.		
64,5 %	Actions totales	68,1 %	s.o.	61,1 %	62,4 %

Fin de l'exercice	31/3/12	31/3/11	31/3/10	31/3/09
Rendement annuel				
Beutel Goodman	2,7 %	11,7 %	22,9 %	-11,8 %
McLean Budden	s.o.	10,4 %	17,3 %	-10,0 %
Point de référence	4,1 %	10,8 %	18,8 %	-13,0 %
Artio Global	s.o.	5,5 %	18,7 %	-13,6 %
Point de référence (MSCI ACWI ex-US)	s.o.	8,5 %	29,8 %	-9,0 %
Rendement sur quatre ans (annualisé)				
Beutel Goodman	5,6 %	3,8 %	3,1 %	0,5 %
McLean Budden	s.o.	3,7 %	3,5 %	1,9 %
Point de référence	4,6 %	3,7 %	3,2 %	2,0 %

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Institut de recherche en
politiques publiques

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2012 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.[1]

Montréal
Le 5 juin 2012

[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A110569

Raymond Chabot
Grant Thornton

RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
	$	$
Produits		
Produits nets de placements	**(66)**	3 556
Autres produits		
Magazine *Options politiques*	**24**	32
Publicité *Options politiques*	**165**	122
Autres publications	**26**	26
Apports	**98**	274
Autres		9
	313	463
Charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	**1 653**	1 813
Magazine *Options politiques*	**519**	472
Autres publications	**41**	46
Frais de gestion de portefeuille et de transactions	**185**	213
Intérêts	**8**	8
Amortissement des immobilisations	**15**	12
	2 421	2 564
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant produits nets de placements	**(2 108)**	(2 101)
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**(2 174)**	1 455

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

pour l'exercice terminé le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

				2012	2011
				$	$
	Affectés au financement des activités de fonctionnement (note 3)	**Investis en immobilisations**	**Non affectés**	**Total**	Total
	$	$	$	$	$
Actifs nets au début	**36 422**	**24**	**173**	**36 619**	35 164
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		**(13)**	**(2 161)**	**(2 174)**	1 455
Investissements en immobilisations		**12**	**(12)**		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		**11**	**(11)**		
Virement (note 4)	**(2 092)**		**2 092**		
Actifs nets à la fin	**34 330**	**34**	**81**	**34 445**	36 619

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
	$	$
Activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**(2 174)**	1 455
Éléments hors caisse		
Variations de la juste valeur des actifs financiers désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction	**(330)**	(2 123)
Perte (gain) sur la cession de placements	**1 520**	(214)
Amortissement des immobilisations	**15**	12
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 5)	**45**	(54)
Sorties nettes de fonds	**(924)**	(924)
Activités d'investissement		
Placements	**(24 903)**	(10 037)
Cession de placements	**26 033**	10 933
Immobilisations	**(12)**	(16)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	**(2)**	
Rentrées nettes de fonds	**1 116**	880
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	**192**	(44)
Encaisse au début	**56**	100
Encaisse à la fin	**248**	56

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

au 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
	$	$
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	**248**	56
Débiteurs (note 6)	**214**	244
Frais payés d'avance	**30**	21
	492	321
Placements (note 7)	**34 229**	36 549
Immobilisations (note 8)	**34**	24
	34 755	36 894
Passif		
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	**100**	117
Produits d'abonnements et de publicité perçus par anticipation	**53**	50
Apports reportés (note 10)	**146**	108
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an	**2**	
	301	275
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 11)	**9**	
	310	275
Actifs nets		
Affectés au financement des activités de fonctionnement	**34 330**	36 422
Investis en immobilisations	**34**	24
Non affectés	**81**	173
	34 445	36 619
	34 755	36 894

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

1 - STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement à la présentation et aux informations à fournir afférentes aux états financiers.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à l'état des résultats et présentés au poste Frais de gestion de portefeuille et de transactions. Les achats ou les cessions d'actifs financiers avec délai normalisé de livraison sont comptabilisés à la date de transaction. Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après :

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

L'encaisse est classée dans la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction et les intérêts et dividendes à recevoir et les sommes à recevoir sur la cession de placements sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations qui en découlent sont comptabilisées à l'état des résultats. Les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état des résultats incluent les revenus d'intérêts et de dividendes, les gains ou pertes de change ainsi que les gains ou pertes réalisés et non réalisés, et sont présentées au poste Produits nets de placements. La juste valeur des placements en actions et en parts de fonds communs de placement a été établie selon le dernier cours acheteur et la juste valeur des placements en obligations, selon le taux de rendement reflétant les conditions des marchés correspondants.

Lors de leur comptabilisation initiale, certains actifs financiers sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction lorsque la désignation élimine ou réduit les incohérences d'évaluation ou de comptabilisation qui pourraient survenir si les actifs, les gains ou les pertes étaient comptabilisés autrement.

Prêts et créances

Les comptes clients inclus dans les débiteurs sont classés comme prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Autres passifs financiers

Les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers et sont évalués au coût après amortissement.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

Produits d'abonnements et de publicité

Les produits d'abonnements et de publicité sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;
- Les produits d'abonnements sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Produits de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transaction associés à l'acquisition ou à la cession de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de la cession de placements.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels et sur la période qui suivent :

	Taux et période
Équipement informatique	33 %
Équipement de bureau	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des charges liées aux éléments non monétaires d'actif et de passif, qui sont converties au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sur les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont inclus dans les produits nets de placements présentés à l'état des résultats.

3 - AFFECTATIONS GREVANT LES ACTIFS NETS

Les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doivent être conservés en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme. Ces sommes ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

4 - VIREMENT

	2012	2011
	$	$
Montant établi selon la formule approuvée par le conseil d'administration	1 841	1 857
Produits nets de placements	(66)	3 556
Frais de gestion de portefeuille et de transactions	(185)	(213)
Produits nets de placements, déduction faite des frais de gestion de portefeuille et de transactions (a)	(251)	3 343
Virement	2 092	(1 486)

Pour financer les activités de fonctionnement de l'organisme, le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre les actifs nets affectés et les actifs nets non affectés. Ce virement est déterminé selon une formule approuvée par le conseil d'administration.
(a) La perte de valeur des actifs affectés et les frais de gestion y afférents sont non affectés et reflètent la perte non matérialisée au cours de l'exercice sur les actifs affectés.

5 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2012	2011
	$	$
Débiteurs	30	131
Frais payés d'avance	(9)	13
Comptes fournisseurs et charges à payer	(17)	(153)
Produits d'abonnements et de publicité perçus par anticipation	3	(45)
Apports reportés	38	
	45	(54)

6 - DÉBITEURS

	2012	2011
	$	$
Comptes clients	40	25
Somme à recevoir sur la cession de placements		62
Taxes à la consommation à recevoir	45	62
Intérêts et dividendes à recevoir	129	95
	214	244

7 - PLACEMENTS

	2012	2011
	$	$
Parts de fonds communs de placement		
Marché monétaire	157	111
Obligations		6 880
Actions	16 953	11 379
	17 110	18 370
Obligations		
Gouvernement fédéral, 1,5 % à 4,8 % (1 % à 4 % en 2011), échéant à différentes dates de juin 2012 à décembre 2044	2 650	2 997
Gouvernements provinciaux, 3,25 % à 8,5 % (4,25 % à 10,25 % en 2011), échéant à différentes dates d'août 2013 à juin 2042	195	469
Sociétés, 3,3 % à 12,2 % (3,13 % à 12,2 % en 2011), échéant à différentes dates de juin 2012 à novembre 2050	3 612	3 290
	6 457	6 756
Actions canadiennes		
Métaux et minéraux	206	153
Or et métaux précieux	143	253
Pétrole et gaz	1 327	2 042
Produits industriels	373	112
Biotechnologie et pharmaceutique	110	100
Immobilier	54	52
Services de transport et services environnementaux	258	245
Services publics	253	217
Communications et médias	468	530
Ventes au détail	363	328
Services financiers	3 494	3 787
	7 049	7 819
Actions étrangères		
Automobile et transport	125	
Produits de consommation cycliques	565	562
Produits de consommation de base	181	157
Services financiers	358	366
Santé	223	258
Pétrolières intégrées	85	181
Fabrication et transformation		76
Autres énergies	353	272
Produits durables	183	170
Technologies	539	588
Services publics	603	537
Communications et médias	107	155
Autres	291	282
	3 613	3 604
	34 229	36 549

8 - IMMOBILISATIONS

2012	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	$	$	$
Équipement informatique	374	361	13
Équipement de bureau	136	126	10
Immobilisations louées			
Équipement de bureau (a)	13	2	11
	523	489	34

2011	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	$	$	$
Équipement informatique	374	352	22
Équipement de bureau	125	123	2
Améliorations locatives	16	16	
	515	491	24

(a) Au cours de l'exercice, l'organisme a acquis de l'équipement de bureau à un coût de 13 $ par le biais d'un contrat de location-acquisition.

9 - MARGE DE CRÉDIT

La marge de crédit non garantie, d'un montant autorisé de 500 $, porte intérêt au taux préférentiel plus 1 % (1 % en 2011) et est renégociable en septembre 2012. Aux 31 mars 2012 et 2011, la marge de crédit n'était pas utilisée.

10 - APPORTS REPORTÉS

	2012	2011
	$	$
Fonds de la quatrième décennie		
Solde au début	108	108
Montant encaissé	38	
Solde à la fin	146	108

Le Fonds de la quatrième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par le président.

11 - OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2012	2011
	$	$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition relatif à l'équipement de bureau loué, 10,4 %, échéant en février 2017	11	
Tranche échéant à moins de un an	2	
	9	-

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu du contrat de location-acquisition et le solde de l'obligation s'établissent comme suit :

	$
	Exercices se terminant les 31 mars
2013	3
2014	3
2015	3
2016	3
2017	2
Total des paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location-acquisition	14
Frais d'intérêt inclus dans les paiements minimums exigibles	3
Solde de l'obligation	11

12 - OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS, ET RISQUES FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

Les obligations et les parts de fonds communs portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

L'organisme n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de l'organisme exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé.

- Comptes clients :
  Le risque de crédit de l'organisme provient, entre autres, des comptes clients. L'organisme n'exige pas de garantie de ses clients. Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition résiduelle de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante ;
- Placements en obligations et en parts de fonds communs de placement :
  Le solde des placements en obligations et en parts de fonds communs de placement est géré et analysé tous les trimestres afin de détecter toute moins-value. Au 31 mars 2012, la direction estime que le risque de crédit de l'organisme relatif à ces actifs financiers est faible et, de ce fait, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée.

Au 31 mars 2012, l'encaisse est détenue auprès d'une institution financière reconnue.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix correspond au risque que la juste valeur des actifs nets fluctue en fonction des changements des cours boursiers. L'organisme est exposé à l'autre risque de prix en raison de ses placements.

Risque de change

L'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse et des placements libellés en dollars américains. Au 31 mars 2012, les actifs financiers libellés en dollars américains représentent de l'encaisse et des placements totalisant 11 354 $ US (3 711 $ US au 31 mars 2011).

L'organisme ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

13 - POLITIQUES ET PROCÉDURES DE GESTION DU CAPITAL

L'organisme définit son capital comme étant ses actifs nets et ses objectifs en matière de gestion du capital sont les suivants :

- préserver sa capacité de poursuivre ses activités ;
- acquitter ses obligations financières.

L'organisme gère son capital principalement au moyen des produits de placements et de la vente de publicité et de publications. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, l'organisme peut être amené à modifier les charges prévues pour la réalisation de certaines activités.

L'organisme n'est pas soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital.

14 - ENGAGEMENTS

L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location et un contrat de services échéant jusqu'en 2022, à verser la somme de 787 $ pour de l'équipement, des locaux et des services. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 81 $ en 2013, à 83 $ en 2014, à 80 $ en 2015, à 79 $ en 2016 et à 464 $ en 2017.

	2012	2011
	$	$
Produits nets de placements		
Produits d'intérêts	**430**	621
Produits de dividendes	**694**	598
Gain (perte) sur la cession de placements	**(1 520)**	214
Variations de la juste valeur des actifs financiers désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction	**330**	2 123
	(66)	3 556

1470, RUE PEEL, BUREAU 200 MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H3A 1T1
514 985-2461 IRPP@IRPP.ORG IRPP.ORG

CONCEPTION GRAPHIQUE: SCHUMACHER DESIGN